

03/02/05 EKN : Reclassement de 6 pays

A l'instar de la GRE suisse, l'agence suédoise d'assurance-crédit, EKN, vient d'améliorer les risques de 6 nouveaux pays dont 5 sont des nouveaux membres de l'Union Européenne et qui passe de la catégorie 3 à la catégorie 2. Le sixième pays, le Kazakhstan passe, quant à lui de la catégorie 5 à la catégorie 4 (Cf. *tableau infra*).

Pays/ notes	Avant	Aujourd'hui
Estonie	3	2
Kazakhstan	5	4
Lettonie	3	2
Lituanie	3	2
Malte	3	2
Slovaquie	3	2

02/02/05 GRE : Amélioration de la notation du risque de 7 pays

L'agence suisse d'assurance-crédit, GRE, vient de procéder au reclassement de 7 nouveaux pays, améliorant ainsi leurs risques (Cf. *tableau infra*). L'intégration de 5 des 7 pays à l'Union Européenne n'est pas étrangère à cette amélioration. En ce qui concerne le Brésil et le Kazakhstan, l'amélioration de la situation économique durant 2004 a permis ce reclassement.

Par ailleurs, le GRE a accepté deux nouvelles banques qui pourraient être garants en matière de commerce international ; il s'agit de l'Arab Banking Corporation (Bahreïn) et Bank of Ayudhya (Thaïlande).

Pays/ notes	Avant	Aujourd'hui
Brésil	6	5
Estonie	3	2
Kazakhstan	5	4
Lettonie	3	2
Lituanie	3	2
Malte	3	2
Slovaquie	3	2

30/01/05 Etats-Unis/Algérie : Finalisation d'un financement de \$ 200 millions

Suite à notre alerte du 27 décembre dernier relative au projet de financement par l'agence fédérale américaine des investissements à l'étranger (OPIC) du projet d'usine de dessalement d'eau de mer d'El Hamma (Alger) pour un montant de 200 mns de \$ (quote-part de la société américaine Ionics) le Conseil de l'OPIC vient de donner son accord de financement définitif, lors de son dernier conseil d'administration du 27 janvier 2005. A titre de rappel, cette station sera réalisée et exploitée, dans le cadre d'un BOT, par le groupe américain Ionics suite à un avis d'appel d'offres international et les travaux débiteront durant le premier trimestre 2005. Quatre autres projets de dessalement d'eau de mer, qui feront l'objet d'appels d'offres prochainement devraient être aussi financés par l'OPIC si des sociétés américaines obtiennent les contrats.

27/01/05 AMGI : Constat pessimiste sur les investissements dans les PED

Selon le dernier rapport de l'Agence Multilatérale des Garanties des Investissements (AMGI – MIGA, du groupe de la Banque mondiale), les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement ont fortement diminué en 2004, atteignant difficilement 1,1 milliard de \$ et ce, en dépit de besoins de plus en plus grands. Les conflits armés, les difficultés des marchés et les crises économiques ont dissuadé de nombreux investisseurs privés dans ce sens. Cette diminution des IDE a conduit, selon l'AMGI, à **l'augmentation de la proportion des pauvres**, malgré les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. Les pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont été les plus affectés. L'arrivée de deux milliards de nouveaux individus durant les 25 prochaines années devrait augmenter le nombre de pauvres et, par conséquent, **accentuer les risques d'explosion sociale dans ces pays**. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, cette baisse des IDE dans les pays pauvres n'est pas sans incidence sur les engagements de l'AMGI dont la finalité est de

promouvoir l'investissement direct étranger dans les PED, de manière la soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie.

Engagements de l'AMGI entre 2000 et 2004 (en milliards de \$)

Montant/Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de garanties émises	53	66	58	59	55
Nombre de projets soutenus	37	46	33	37	35
Montant total émis	1,9	2,2	1,4	1,4	1,1

25/01/05 Ducroire : Augmentation des quotités garanties

L'agence belge d'assurance-crédit Ducroire vient de procéder à la modification des quotités garanties relatives au **risque commercial**, en les portant de 90 % à 95 %. En effet, **le risque de non-paiement et le risque de résiliation de contrat** peuvent, désormais, être couverts à 95 % pour **l'assurance des crédits à moyen et long terme**, ainsi que pour **l'assurance des marchés spéciaux payables au comptant**. Auparavant, seules les opérations nouées avec des banques privées et des débiteurs de standing international pouvaient bénéficier d'une telle quotité.

20/01/05 Agence suisse d'assurance crédit (GRE) : Lancement d'une consultation sur la question de corruption

Au cours du deuxième trimestre 2005, la GRE souhaite introduire un examen de diligence approfondi sur l'aspect « corruption ». Dans un premier temps, cet examen concernera trois types d'opération de garantie :

- les volumes de livraison d'un montant minimum de 10 millions de franc suisse
- les pays acheteurs avec une note inférieure ou égale à 3,5 selon le Corruption Perception Index de Transparency International
- Acheteur public et acheteur de droit privé avec participation majoritaire de l'état

La GRE invite tous les intéressés à participer à cette consultation en s'inscrivant à l'adresse suivante : ursula.rickli@swiss-erg.com. jusqu'au 3 février 2005 au plus tard.

18/01/05 Belgique, Canada et Allemagne : Amélioration du risque Algérie

Après la Coface qui a amélioré sa perception du risque Algérie en le mettant « sous surveillance positive », le mois dernier, les agences d'assurance-crédit de Belgique (Ducroire), du Canada (EDC) et d'Allemagne (Hermès) viennent de procéder à la révision du risque-pays de l'Algérie en le ramenant de la catégorie 4 à la catégorie 3. **Cette révision devrait amener l'OCDE à revoir sa classification du risque Algérie, contrairement à la pratique habituelle qui veut que l'OCDE précède les agences dans la révision des risques.**

Cette nouvelle appréciation du risque-pays traduit une forte amélioration de l'appréciation de la situation économique et politique de l'Algérie et une volonté, de la part des pays concernés, de promouvoir leurs exportations et prestations de services vers ce marché pétrolier.

14/01/05 Assurance-crédit à l'exportation : Modernisation des procédures françaises

Alors que le ministère de l'économie et des finances devrait prochainement promulguer les axes de la politique française de l'assurance-crédit à l'exportation pour 2005, le ministre délégué au commerce extérieur, François Loos, vient, dans le cadre du plan de mobilisation en faveur de l'exportation des entreprises françaises – notamment les PME – d'annoncer la modernisation des procédures publiques financières gérées par la Coface. Cette modernisation porte notamment sur :

- la réduction des délais d'instruction des dossiers par la Coface,
- la simplification de la politique d'assurance crédit (présentation pluriannuelle des plafonds pour les grands pays et des disponibilités globales par catégorie de risques pour les pays intermédiaires),
- l'élaboration d'une liste d'acheteurs agréés par la Coface qui seraient acceptés sans garantie souveraine,
- l'octroi de la possibilité de garantir la part européenne libellée en euro à hauteur de 40 %,
- la rénovation de la procédure de garantie d'investissement de la Coface (concentrée aujourd'hui sur la protection contre le risque politique),
- La gestion libre, par les assurés, de la quotité non garantie par la Coface,
- l'octroi d'une garantie *a posteriori*,
- la mise en place d'un mécanisme de garantie des cautions pour les PME et les entreprises intermédiaires.

12/01/05 Coface : Révision des risques pays par @rating

Au cours de la préparation de son colloque annuel de janvier, la Coface a procédé à la révision de la notation de certains pays en améliorant la quasi-totalité des pays concernés, excepté le **Cameroun** (dégradation de la note B de ce pays qui passe sous surveillance négative). **La Turquie, le Brésil, la Bulgarie et l'Algérie** passent de B à B "sous surveillance positive". **Le Venezuela, Madagascar et la Serbie Monténégro** sont reclassés, de D à C. **Enfin, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Lettonie et la Lituanie** passent dans la catégorie A3.

05/01/05 Algérie : Reclassement de la note @rating de la Coface

L'agence française d'assurance-crédit, COFACE, avait déjà revu, au cours du mois de décembre dernier, sa notation @rating du risque Algérie (B), en la mettant sous surveillance positive. Cette note passera à A4 au cours de ce mois de janvier, ce qui permettra à l'Algérie de quitter la catégorie des "risques spéculatifs" (notes B, C et D) pour entrer dans la catégorie des "risques investissement" (notes A1, A2, A3 et A4) où figurent déjà le Maroc et la Tunisie. **Ce reclassement devrait être annoncé publiquement le 25 janvier à l'occasion du traditionnel colloque « Risque-pays » de la Coface.**

Les autres agences européennes d'assurance crédit ont également classé l'Algérie dans la catégorie des "risques modérés", ce qui se retrouve, au niveau de l'OCDE, par un classement de la prime de risque de l'Algérie en "4" sur une échelle de 7 points (7 étant la plus mauvaise situation). En quelques années, depuis 2000, cette prime est passée de 6 à 5, puis de 5 à 4. Alger fait aujourd'hui pression sur ses partenaires pour obtenir la note 3, comme la Tunisie (pour leur part, l'Egypte et le Maroc sont classés en 4, une note qui n'a pas bougé depuis la signature, en 1999, de l'accord des pays de l'OCDE pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public).

L'amélioration de l'appréciation du risque Algérie en France aurait certainement été plus rapide, surtout à court terme, s'il n'y avait eu l'affaire Khalifa. La faillite de ce groupe a entraîné des pertes de l'ordre de € 60 mns pour les entreprises françaises. La fermeture de trois banques privées, la BCIA, l'Union Bank et la Khalifa Bank, du groupe du même nom, ont également accru la méfiance des assureurs, dont la Coface, qui a enregistré des sinistres et des incidents de paiement.

Pour "Risque Internationaux", **il n'y a pratiquement pas de risque à court terme sur les acheteurs publics** (l'Etat algérien et les grosses entreprises nationales solvables, comme la Sonatrach), ce qui explique la note B1 (risque modéré) du dernier classement du risque Algérie à court terme (cf. le numéro spécial Classement de novembre 2004). Par contre, le risque Algérie à moyen et long terme reste en catégorie B3 (risque élevé), comme celui d'autres pays pétroliers : l'Iran et la Libye en particulier.

27/12/04 Etats-Unis/Algérie : Financement de 210 millions de \$

L'agence fédérale américaine des investissements à l'étranger (OPIC) est sur le point de finaliser le financement du projet d'usine de dessalement d'eau de mer d'El Hamma (Alger) pour un montant de 210 millions de \$. La décision devrait intervenir au cours du mois de janvier à l'occasion de la réunion de son conseil d'administration. Cette station sera réalisée et exploitée, dans le cadre d'un BOT, par le groupe américain Ionics suite à un avis d'appel d'offres international et les travaux débiteront durant le premier trimestre 2005.

Quatre autres projets de dessalement d'eau de mer, qui feront l'objet d'appels d'offres prochainement devraient être aussi financés par l'OPIC si des sociétés américaines obtiennent les contrats.

24/12/04 Banque d'Amérique Centrale pour l'Intégration Economique : Une meilleure cotation de S&P

L'agence internationale de notation Standard and Poor's vient d'améliorer sa note de la "Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique" (Banco Centroamericano de Integración Económica) la portant à "BBB" contre "BBB-" jusqu'ici. En février 2003, S&P avait déjà accordé une première amélioration en faisant passer la Banque en "perspective positive". Ce mouvement résultait du fait que l'Espagne était devenue membre à part entière du capital de la Banque.

Par la suite, l'Espagne elle-même a bénéficié, le 13 décembre 2004, d'une amélioration de son propre rating, qui est monté de "AA+" à "AAA". De surcroît, le **Nicaragua**, bien qu'il ne soit pas noté par S&P, a passé avec succès le "point d'achèvement" de l'initiative PPTe (pour "pays pauvre très endetté") de réduction de sa dette (initiative HIPC en anglais), ce qui augmente sa capacité de crédit. Enfin **le Honduras** (non coté lui non plus par S&P) devrait, à son tour, arriver à ce même "point d'achèvement" en 2005.

18/12/04 Suisse : Modification de couverture sur la Côte d'Ivoire et signature d'un accord de rééchelonnement avec le Honduras

L'agence suisse d'assurance-crédit, GRE, vient de procéder, le 14 décembre dernier à la fermeture totale de la couverture sur **la Côte d'Ivoire** en raison de la situation très instable et le risque de guerre civile.

Par ailleurs, la Suisse a signé avec la République du **Honduras** un 5^{ème} accord de rééchelonnement au titre de l'initiative PTTE élargie qui prévoit une réduction de la dette de 90 % pour les pays les plus pauvres.

15/12/04 US Exim : Garanties pour la Malaisie, Singapour, et la Russie

L'agence d'assurance-crédit américaine, Eximbank, a approuvé, au cours du mois de novembre dernier la garantie de trois prêts à long terme. Le premier, d'un montant de 138 millions de \$, octroyé par un syndicat de banques mené par la banque new-yorkaise, Standard Chartered Bank est destiné à l'achat, par la société malaisienne MEASAT, d'un satellite de télécommunication auprès de sociétés américaines notamment Boeing et qui sera mis en orbite l'année prochaine. Il faut rappeler que l'Eximbank a garanti les exportations américaines vers la Malaisie pour un montant global de 1,4 milliard de \$.

Le deuxième, d'un montant de 652 millions de \$, accordé par J P Morgan Chase Bank de New York à Singapour, est destiné à la construction d'une nouvelle usine spécialisée dans les circuits intégrés spécifiques d'application (ASIC). Plusieurs entreprises américaines sont chargées de la construction et de l'installation de cette usine. Enfin, le troisième, d'un montant de 14,4 millions de \$, octroyé par Citibank, est destiné à l'installation d'une usine de polystyrène en Russie par la firme américaine, Belleview Engineering et Construction Cie, et d'autres entreprises américaines.

13/12/04 Autriche - OEKB : Révision de la couverture de l'Iran, la Mongolie et les Philippines

L'agence autrichienne d'assurance-crédit, OEKB, vient de procéder à des révisions de couverture pour trois pays. Pour **l'Iran** la couverture est autorisée pour les transactions allant jusqu'à 10 ans. Toutefois pour les transactions de plus de 12 mois, il est exigé une garantie souveraine et pour celles de moins de 12 mois, une garantie bancaire.

En ce qui concerne la **Mongolie**, la couverture est autorisée pour les transactions de moins de 12 mois, mais avec un montant maximum ne dépassant pas 500.000 euros ; une garantie bancaire est aussi exigée.

Enfin, il est autorisé, pour les **Philippines**, une couverture pour les transactions allant jusqu'à 10 ans et d'un montant maximum de 10 millions d'euros.

13/12/04 Congo RDC : Le guide pratique des investisseurs

Investir en République Démocratique Congo, risque très élevé comme l'atteste le dernier classement de RI, demeure une gageure. En même temps, l'énorme potentiel du pays et l'attention des bailleurs de fonds dont les promesses de financement dépassent les \$ 5 mds pour les cinq ans à venir, offrent des opportunités.

C'est sur la base de constat, que deux analystes vétérans du continent, le Sud-Africain **David Coetzee**, ancien rédacteur en chef du mensuel basé à Londres "Africa Now" et aujourd'hui directeur de publication de la lettre spécialisée sur l'Afrique Australe Southscan ainsi que **François Misser**, membre de l'équipe de Risques Internationaux viennent de concocter un guide pratique pour les investisseurs, en langue anglaise. Il prend par la main l'homme d'affaires qui débarque à Kinshasa en lui donnant les conseils et les contacts nécessaires pour s'extraire de la jungle de l'aéroport, trouver un logement et localiser les partenaires, tout en fournissant les contacts utiles (sécurité, télécoms, etc...). Le Guide contient également une analyse du potentiel économique du pays, des interviews de responsables politiques ou du monde des affaires locaux ainsi que des analyses de l'évolution politique du pays. Le tout sur CD-Rom ou sur papier.

Contact: <www.southscan.net> et <southscan@allafrica.com>. Il est vendu au prix de \$ 300 TTC et sera régulièrement remis à jour.

10/12/04 Ducroire : Assouplissement des conditions de couverture pour le Brésil

L'agence belge d'assurance-crédit, Ducroire, vient de procéder à l'assouplissement des conditions de couverture des opérations à moyen et long termes pour le Brésil. Toutes les restrictions de couverture pour des opérations d'exportation assorties de délais de crédit de plus d'un an ont été levées. La couverture est donc possible sans restrictions particulières, tant sur des débiteurs privés que publics. De même, le plafond passe de 90 millions d'euros à 300 millions d'euros. En revanche, la catégorie de prime relative à ces opérations reste inchangée (catégorie 6 sur 7).

06/12/04 Canada/Russie : signature de deux conventions de crédit

L'agence d'assurance-crédit canadienne, EDC, a signé le 2 décembre 2004, deux conventions de crédit respectivement **avec RTK Leasing** (Russie), pour un montant de 10 millions de \$ et **la banque russe OJSC Vneshtorgbank** (VTB), pour un montant de 50 millions de \$. La première permettra l'achat d'équipement de réseau de télécommunications «*accès multiple par répartition de code*» (AMRC) et de services connexes aux termes d'un accord conclu entre RTK Leasing et Nortel. La seconde consiste en la mise en place d'une ligne de crédit pour financer les exportations de produits et de services canadiens à la Russie. Selon Klaus Büttner, vice-président régional, groupe des marchés internationaux, à EDC. "*Cette nouvelle ligne de crédit avec VTB facilitera l'obtention d'un crédit acheteur, ce qui permettra à un plus grand nombre d'entreprises canadiennes de conclure des transactions avec des acheteurs russes*". Toutefois, il est laissé à la banque VTB de choisir et d'apprécier les acheteurs russes candidats au crédit. La ligne de crédit comporte des options de remboursement de trois, cinq et sept ans.

Il faut rappeler que les premières relations entre les deux organismes date de 2003 lorsqu'ils ont signé un protocole d'entente afin d'explorer des mécanismes de financement pour certaines transactions, d'échanger des renseignements sur des projets et des programmes éventuels et de promouvoir leurs services respectifs au Canada et en Russie. **En deux ans le volume d'activités d'EDC vers la Russie est passé d'à peine plus de 4 millions CAD en 2002 à plus de 133 millions CAD.**

04/12/04 Algérie – Suisse : signature d'un accord bilatéral de protection des investissements

L'Algérie et la Suisse viennent de signer un accord de protection et de promotion des investissements à l'occasion de la visite du président Bouteflika en Suisse. **Le président de la Confédération helvétique, Joseph Deiss, a souligné que son pays soutenait l'Algérie dans son accession à l'OMC** mais a estimé que lorsque ce soutien se révèle insuffisant, «*on peut travailler au niveau bilatéral, où l'on peut mieux tenir compte des spécificités des relations entre les deux pays qui se mettent d'accord sur des éléments complémentaires à un tel système multilatéral*». Cet accord devrait, selon lui, être un facteur de stimulation des investissements directs. Les échanges entre les deux pays ont, en effet, connu une croissance de plus de 30 % cette année.

Les discussions entre les deux parties ont également porté sur d'éventuelles négociations pour un accord de libre-échange entre l'Algérie et l'Association européenne de libre-échange (AELE).

01/12/04 Ducroire : Révision des risques-pays Algérie, Venezuela et Turkménistan

L'agence belge d'assurance-crédit, Ducroire, vient d'étendre sa couverture sur **l'Algérie** pour les exportations dont la durée de crédit est supérieure à un an (moyen et long termes) et les affaires spéciales. **Le plafond passe de 785 millions à 935 millions d'euros.** Toutefois, la catégorie de prime pour ces opérations reste inchangée (catégorie 4 sur 7).

En ce qui concerne **le Venezuela**, Ducroire a assoupli ses conditions de couverture des exportations dont la durée de crédit est supérieure à un an (moyen et long termes) et des affaires spéciales envers le secteur public. Toutes les restrictions de couverture ont été levées, à l'exception de celles résultant de la législation vénézuélienne en matière de change. Le plafond ainsi que la catégorie de prime restent inchangés pour ce type d'opérations.

Quant au **Turkménistan**, Ducroire reprend la couverture pour les exportations dont la durée est **supérieure à un an** (moyen et long termes) et les affaires spéciales. Pour la couverture d'opérations avec des débiteurs privés et publics, il est exigé respectivement une garantie bancaire et une garantie de l'Etat. Le plafond sur le Turkménistan s'élève à 90 millions d'euros pour ces opérations et la catégorie de prime reste inchangée (7 sur 7).

22/11/04 Libye /Eximbank : le Congrès US lève l'interdiction des financements

Samedi 20 novembre, lors du vote du budget des Etats-Unis dans lequel l'aide aux pays amis, notamment Israël, l'Egypte, le Pakistan et le Pakistan, fut sensiblement augmentée, le Congrès américain a levé l'interdiction, faite à l'Eximbank, de garantir ou financer des projets en Libye. Cette décision permettra aux compagnies pétrolières américaines, qui attendaient cette décision depuis longtemps, d'intensifier leurs investissements dans ce pays qui renferme d'énormes réserves pétrolières, évaluées à environ 36 milliards barils de pétrole brut.

20/11/04 GRE : Révision de la notation des risques-pays

L'agence suisse d'assurance-crédit, GRE, vient de procéder à la révision du risque souverain de six pays, en l'améliorant pour six d'entre eux comme le montre le tableau ci-dessous.

Pays	Avant	Après
Ghana	7/7	6/7
Mali	7/7	6/7
Qatar	3/7	2/7
Oman	3/7	2/7
Jordanie	6/7	5/7
Venezuela	7/7	6/7

18/11/04 Turquie : Garantie conjointe EKF/Eximbank

Pour la première fois, les assureurs-crédit danois et américain, EKF et Eximbank, garantissent en commun un projet en Turquie. Ce projet consiste dans la construction de trois centrales électriques dans la région de Kayséri en Turquie. Ce projet est initié par la compagnie privée turque Zorlu Energii. EKF garantira la partie des équipements ainsi que le management exportés par le Danemark (la société Aalborg Engineering) pour un montant de 100 millions de DKK. Quant à l'Eximbank, elle garantit les fournitures américaines (General Electric) pour un montant de 360 millions de DKK.

16/11/04 SACE : Révision de la notation des risques-pays

L'agence italienne d'assurance-crédit SACE vient de procéder à la révision du risque souverain de six pays, en l'améliorant pour certains et en le dégradant pour d'autres, comme le montre le tableau ci-dessous. Le risque du **Venezuela** a également été revu à la baisse.

Risques-pays améliorés

	Catégorie	Avant	Après
Jordanie	B	6/7	5/7
Mali	C	7/7	6/7
Qatar	A	3/7	2/7
Oman	A	3/7	2/7

Risque-pays dégradé

Ghana	C	6/7	7/7
-------	---	-----	-----

10/11/04 OPIC : Financement en Ukraine et en Afrique sub-saharienne

L'agence américaine, OPIC (Overseas Private Investment Corporation), vient d'annoncer l'octroi d'une facilité de paiement d'un montant de 200 millions de \$ pour encourager les investissements américains privés en Ukraine, ainsi qu'un montant de 40 millions de \$ pour financer des projets dans le secteur du logement et du micro-financement.

De même, l'OPIC vient d'approuver le financement, pour un montant de 250 millions de \$, d'un projet de création de deux fonds privés d'investissement en portefeuille qui permettront de supporter la croissance des entreprises en l'Afrique sub-saharienne.

09/11/04 Ouzbékistan : Reprise de la garantie de Ducroire

Suite aux améliorations des finances ouzbèks (balance commerciale positive, augmentation des réserves de change et dette allégée), l'agence d'assurance-crédit belge, Ducroire, a repris la couverture des opérations à moyen et long terme ainsi que les transactions spéciales vers l'Ouzbékistan. En ce qui concerne la couverture des opérations sur les débiteurs privés et publics, il est exigé, soit une garantie bancaire, soit une garantie du gouvernement ouzbek. Quant au plafond de garantie (90 millions de \$) et la catégorie de risque (7), ils restent inchangés.

06/11/04 Finlande/Russie : Signature d'un accord de financement et d'assurance des exportations

Les agences finlandaise et russe d'assurance-crédit, **Finnvera et Roseximbank**, ont signé, le 26 octobre 2004, un accord-cadre de coopération pour le financement et l'assurance de projets communs dans les pays tiers. Selon les termes de l'accord, Roseximbank, finance les exportations russes et Finnvera garantit les financements finlandaises à l'exportation.

A titre de rappel, **Roseximbank a déjà signé, en 2003 et 2004, de tels accords avec l'ECGD** (Grande Bretagne), **la KfW** (Allemagne), **l'Eximbank** (Etats-Unis), **la SACE** (Italie) et **l'agence chinoise de crédit à l'exportation Sinosure**.

22/10/04 Algérie : Contrats ferroviaires pour les industriels français

Le marché d'électrification des lignes de chemin de fer de la banlieue d'Alger, remporté par **Alstom**, porte sur 300 km de ligne. Une partie de ce contrat sera sous-traité à SNCF international qui a déjà, de son côté, signé 4 contrats avec l'Algérie depuis le début de l'année (formation à la sécurité, assistance technique, définition d'un plan directeur informatique, modernisation du parc des véhicules voyageurs). **La construction de la ligne de chemin de fer entre Méchéria et Béchar, dans le désert algérien, sera également supervisée avec l'assistance technique de la SNCF.**

15/10/04 Etats-Unis / Asie occidentale : signature d'un TIFA avec l'Afghanistan et d'une convention d'investissement avec le Pakistan

Les Etats-Unis et l'Afghanistan ont signé le mois dernier (21 septembre 2004) un accord-cadre pour le commerce et l'investissement (*Trade and Investment Framework Agreement* ou TIFA) qui fournira un forum pour examiner les moyens de renforcer les échanges commerciaux et d'investissement bilatéraux. De plus, les Etats-Unis, qui ont déjà signé un même accord (TIFA) avec le Pakistan en juin 2003, ont décidé, le 28 septembre 2004, d'aller plus loin et d'engager des négociations pour l'élaboration d'un traité d'investissement bilatéral (BIT) avec ce même pays.

14/10/04 Un nouveau fonds spéculatif islamique aux Etats-Unis

La filiale bancaire islamique d'UBS, Noriba, vient de lancer un nouveau fonds spéculatif (Hedge Fund) islamique aux Etats-Unis. Baptisé Charia Equity Opportunity (CEO), ce fonds sera réservé aux personnes privées fortunées et aux investisseurs institutionnels. Il faut rappeler que les institutions financières islamiques gèrent, aujourd'hui, environ 240 millions d'euros.

14/10/04 Eximbank : Garantie d'un prêt bancaire à la Roumanie et au Kazakhstan

L'agence américaine d'assurance-crédit et de financement, l'Eximbank, vient de garantir (7 octobre 2004) un prêt d'un montant de 180 millions \$ (libellé en euros) octroyé à la Roumanie et destiné à la construction d'une autoroute reliant la Roumanie à la Hongrie et s'étendant jusqu'à la Mer Noire. Ce prêt, accordé par la banque américaine RZB Finance LLC de New York, servira à financer une tranche de 117 km sur un total de 415 km. Plusieurs entreprises américaines sont impliquées dans la construction de cette autoroute notamment Bechtel Overseas Corp. (engineering et services), Caterpillar Inc et Paccar Inc, (fourniture d'équipements).

Par ailleurs, l'Eximbank a approuvé, la garantie d'un prêt à long terme d'un montant de 121,7 millions \$ destiné à soutenir l'exportation de 200 kits de locomotives par General Electric Co., Inc à la société publique de chemin de fer du Kazakhstan.

13/10/04 Etats-Unis-Algérie : Signature prochaine d'un traité de promotion et de garantie des investissements

La signature de l'accord Open Sky entre les Etats-Unis et l'Algérie, qui devrait intervenir d'ici la fin de l'année, sera suivi par la signature éventuelle d'un traité pour la promotion et la garantie des investissements entre les deux pays. En effet, l'Algérie demandera lors du Conseil de l'accord-cadre pour le commerce et l'investissement (TIFA) qui se tiendra les 28 et 29 octobre 2004, l'ouverture de négociations pour la conclusion du traité pour la promotion et la garantie des investissements entre les deux pays, après avoir déjà obtenu un accord de principe. Cet accord qui interviendra, en principe, durant l'année 2005, permettra d'accroître les investissements américains en Algérie. A titre de rappel, l'Algérie se classe au 2e rang derrière l'Arabie Saoudite dans le monde arabe, et occupe le même rang en Afrique derrière l'Afrique du Sud en matière d'IDE américains.

En ce qui concerne, le projet d'accord de libre-échange entre les deux pays, les Etats-Unis ont décidé, selon l'ambassadeur algérien à Washington M. Driss El Djazaïri, d'entamer les négociations après l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

07/10/04 Algérie/Ducroire : Révision du risque à la baisse lors de la visite, à Alger, du Prince Philippe de Belgique

Lors de sa dernière révision des risques pays (en date du 29 septembre 2004, cf. ci-dessous, l'article mis en ligne le 01/10/04), l'agence belge d'assurance-crédit n'avait pas inclus l'Algérie. Or, le 6 octobre, la forte délégation économique belge conduite par le Prince Philippe de Belgique, a déclaré, à Alger, que Ducroire vient de revoir, à la baisse, le risque politique algérien, passant de la catégorie 4 à la catégorie 3 (sur 7). L'annonce a été faite par le représentant de la Fédération des entreprises de Belgique, M. Baudouin Velge, lors d'une conférence de presse.

04/10/04 EDC et BAD : signature d'une ligne de crédit en Algérie

L'agence canadienne de garantie et de financement des exportations « *Exportation et développement Canada* » (EDC) et la Banque algérienne de développement (BAD) viennent de signer, début octobre, une convention de crédit d'un montant de 100 millions \$ qui servira à financer la vente de biens et services hors hydrocarbures à des acheteurs algériens. Le délai de remboursement maximal de cette ligne de crédit est de 10 ans. Les entreprises québécoises et canadiennes pourront ainsi profiter d'une aide financière importante dans le domaine de l'exportation des produits en direction de l'Algérie. Cette convention de crédit vient quelques jours après celle signée avec Sonatrach (entreprise algérienne des hydrocarbures) d'un montant de 500 millions de \$. Ainsi, en une semaine, le Canada a octroyé, à l'Algérie, des crédits d'un montant total 600 millions de \$.

01/10/04 Ducroire : Révision des couvertures du risque politique à court terme :

L'agence belge d'assurance-crédit, Ducroire, vient de procéder à la révision des couvertures du risque politique à court terme (durée de crédit jusqu'à un an) pour 78 pays. 69 pays ont vu leur classification améliorée ; cela entraîne une diminution de la prime, l'augmentation des capacités de couverture et/ou l'assouplissement de la politique d'acceptation. En revanche, 9 pays ont vu leur risque détérioré et par conséquent la diminution du plafond de couverture et/ou une restriction de la politique d'acceptation. Ducroire a suspendu, en totalité, la couverture sur la Guinée.

1 - les pays améliorés :

PAYS	Nouvelle classification	Classification précédente
Afrique du Sud	3	4
Albanie	4	6
Arabie saoudite	1	2
Argentine	6	7
Arménie	3	4
Bahamas	2	3
Bangladesh	3	4
Belize	5	7
Bhoutan	2	3
Bolivie	3	4
Bosnie-Herzégovine	5	6
Brésil	3	4
Burundi	6	7
Ceuta et Melilla	1	2
Chypre (Turque) (Nord)	4	6
Comores	3	4
Djibouti	3	5
Dominicaine (république)	5	6
El Salvador	2	3
Equateur	4	5
Géorgie	5	6
Ghana	3	5
Guatemala	3	4
Indonésie	2	4
Jordanie	1	2
Kazakhstan	3	4

Kenya	4	5
Kirghizstan	3	4
Laos	3	5
Lesotho	2	3
Liban	4	5
Macédoine	3	5
Madagascar	4	5
Maldives	3	4
Mali	3	4
Maroc	1	2
Mauritanie	3	5
Micronésie	3	4
Moldova	4	6
Mozambique	4	6
Nicaragua	4	6
Nigéria	4	5
Nioué	2	4
Oman	1	2
Ouzbékistan	4	6
Pakistan	4	6
Panama	2	3
Pérou	2	4
Qatar	1	2
Roumanie	2	3
Russie	3	4
Sahara occidental	2	3
Salomon (îles)	4	5
Sénégal	3	4
Serbie et Monténégro	4	5
Sri Lanka	3	4
St-Pierre et Miquelon	1	2
Swaziland	3	4
Syrie	4	5
Thaïlande	1	2
Timor-Est	6	7
Trinité et Tobago	1	2
Turkménistan	4	6
Ukraine	3	5
Uruguay	3	5
Vanuatu	3	5
Vietnam	2	3
Yémen	2	3
Zambie	6	7

2 – les pays dégradés :

PAYS	Nouvelle classification	<i>Classification précédente</i>
Chili	2	1
Croatie	3	2
Gambie	6	4
Guinée	7	6
Malawi	5	4
Maurice	3	2
Mongolie	5	4
Ste-Lucie	4	3
Tonga	5	4